Her Majesty The Queen *Appellant*

v.

Ernest Fenwick MacIntosh *Respondent*

and

Attorney General of Canada *Intervener*

INDEXED AS: R. v. MACINTOSH

2013 SCC 23

File No.: 34650.

2013: April 22.

Present: McLachlin C.J. and LeBel, Fish, Abella, Rothstein, Moldaver and Karakatsanis JJ.

ON APPEAL FROM THE COURT OF APPEAL FOR NOVA SCOTIA

Constitutional law — Charter of Rights — Right to be tried within a reasonable time — Accused extradited to Canada to face numerous charges of indecent assault and gross indecency — Delay of more than 14 years between charges being laid and trial, approximately 12 of those attributable to delays by Crown in extraditing accused — Accused seeking a stay of proceedings due to pre- and post-charge delay — Application dismissed and accused convicted at trial — Accused’s right to be tried within reasonable time violated due to post-charge delay — Canadian Charter of Rights and Freedoms, s. 11(b).

APPEAL from a judgment of the Nova Scotia Court of Appeal (Hamilton, Beveridge and Bryson J.J.A.), 2011 NSCA 111, 250 C.R.R. (2d) 239, 310 N.S.R. (2d) 274, 983 A.P.R. 274, 281 C.C.C. (3d) 291, [2011] N.S.J. No. 660 (QL), 2011 CarswellNS 843, allowing the accused’s appeal from the decision of Kennedy C.J.S.C., 2010 NSSC 105, 289 N.S.R. (2d) 224, 916 A.P.R. 224, 2010 CarswellNS 161, and quashing the accused’s convictions on charges of indecent assault and gross indecency. Appeal dismissed.

Sa Majesté la Reine *Appelante*

c.

Ernest Fenwick MacIntosh *Intimé*

et

Procureur général du Canada *Intervenant*

RÉPERTORIÉ : R. c. MACINTOSH

2013 CSC 23

N° du greffe : 34650.

2013 : 22 avril.

Présents : La juge en chef McLachlin et les juges LeBel, Fish, Abella, Rothstein, Moldaver et Karakatsanis.

EN APPEL DE LA COUR D’APPEL DE LA NOUVELLE-ÉCOSSE

Droit constitutionnel — Charte des droits — Droit d’être jugé dans un délai raisonnable — Extradition de l’accusé au Canada pour être jugé à l’égard de nombreuses accusations d’attentat à la pudeur et de grossière indécence — Délai de plus de 14 ans entre le dépôt des accusations et le procès, dont 12 environ sont imputables au temps mis par la Couronne à agir pour obtenir l’extradition de l’accusé — Demande d’arrêt des procédures présentée par l’accusé en raison du délai écoulé avant le dépôt des accusations et après celui-ci — Cette demande a été rejetée et l’accusé a été déclaré coupable au procès — Le droit de ce dernier d’être jugé dans un délai raisonnable a été violé en raison du délai écoulé après le dépôt des accusations — Charte canadienne des droits et libertés, art. 11b).

POURVOI contre un arrêt de la Cour d’appel de la Nouvelle-Écosse (les juges Hamilton, Beveridge et Bryson), 2011 NSCA 111, 250 C.R.R. (2d) 239, 310 N.S.R. (2d) 274, 983 A.P.R. 274, 281 C.C.C. (3d) 291, [2011] N.S.J. No. 660 (QL), 2011 CarswellNS 843, ayant accueilli l’appel formé par l’accusé contre la décision prononcée par le juge en chef Kennedy, 2010 NSSC 105, 289 N.S.R. (2d) 224, 916 A.P.R. 224, 2010 CarswellNS 161, et annulé les déclarations de culpabilité pour attentat à la pudeur et grossière indécence. Pourvoi rejeté.

Mark Scott, for the appellant.

Mark Scott, pour l'appelante.

David J. Bright, Q.C., and *Brian P. Casey*, for the respondent.

David J. Bright, c.r., et *Brian P. Casey*, pour l'intimé.

Jeffrey G. Johnston, for the intervener.

Jeffrey G. Johnston, pour l'intervenant.

The judgment of the Court was delivered orally by

Version française du jugement de la Cour rendu oralement par

[1] THE CHIEF JUSTICE — We all agree with the Court of Appeal, for the reasons of Beveridge J.A., that the right of the accused to be tried within a reasonable time was violated. The appeal accordingly is dismissed.

[1] LA JUGE EN CHEF — Nous sommes tous d'accord avec l'opinion de la Cour d'appel, pour les motifs exprimés par le juge Beveridge, selon laquelle le droit de l'accusé de subir son procès dans un délai raisonnable a été violé. L'appel est donc rejeté.

Judgment accordingly.

Jugement en conséquence.

Solicitor for the appellant: Public Prosecution Service of Nova Scotia, Halifax.

Procureur de l'appelante : Public Prosecution Service of Nova Scotia, Halifax.

Solicitors for the respondent: Boyne Clarke, Dartmouth.

Procureurs de l'intimé : Boyne Clarke, Dartmouth.

Solicitor for the intervener: Attorney General of Canada, Ottawa.

Procureur de l'intervenant : Procureur général du Canada, Ottawa.